

F. 2002 — 712

[C — 2002/27191]

**24 JANVIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'introduction de l'euro dans les arrêtés concernant les matières dont l'exercice de la compétence a été attribué par la Communauté française à la Région wallonne et qui relèvent de la Ministre de l'Emploi et de la Formation**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1963 portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 5 et 6;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 10 juillet 1984 sur la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée;

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

Vu le décret du 17 mars 1999 portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux conditions d'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui ont terminé avec succès, dans un établissement de l'Etat ou établissement subventionné ou agréé, un cycle complet de cours ressortissant à l'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, notamment l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 15 avril 1965;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1973 accordant une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale, notamment l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1975;

Vu l'arrêté royal du 2 juillet 1974 accordant une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants du secteur agricole qui ont terminé avec succès certains cours leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, notamment l'article 4, modifié par l'arrêté du 21 août 1979;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 décembre 1984 relatif à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture, notamment les articles 16 à 20;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 novembre 1988 relatif au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle et aux entreprises d'apprentissage professionnel, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales, notamment les articles 15 et 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 relatif à l'agrément des entreprises de formation par le travail, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, notamment les articles 6 et 7;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 septembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 septembre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'urgence de disposer, à la date 1<sup>er</sup> janvier 2002, des montants en euros;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux conditions d'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui ont terminé avec succès, dans un établissement de l'Etat ou établissement subventionné ou agréé, un cycle complet de cours ressortissant à l'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, modifié par l'arrêté royal du 15 avril 1965, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
alinéa 1 <sup>er</sup>	800 francs	20 euros
	4 000 francs	100 euros

**Art. 3.** Dans le modèle de déclaration de créance figurant à l'annexe de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux conditions d'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui ont terminé avec succès, dans un établissement de l'Etat ou établissement subventionné ou agréé, un cycle complet de cours ressortissant à l'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, les mots « ... années de cours à ... par année ... F » sont remplacés par les mots « ... années de cours à ... par année ... euros ».

**Art. 4.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté royal du 28 décembre 1973 accordant une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale, modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1975, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
alinéa 1 <sup>er</sup>	360 francs	8,92 euros
	300 francs	7,44 euros
	3 600 francs	89,24 euros
	450 francs	11,16 euros
	375 francs	9,30 euros
	4 500 francs	112 euros

**Art. 5.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté royal du 2 juillet 1974 accordant une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
alinéa 1 <sup>er</sup>	60 francs	1,49 euro
	3 600 francs	89,24 euros
	75 francs	1,86 euro
	4 500 francs	112 euros

**Art. 6.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants du secteur agricole qui ont terminé avec succès certains cours leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, modifié par l'arrêté du 21 août 1979, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
alinéa 1 <sup>er</sup>	60 francs	1,49 euro

**Art. 7.** Dans le modèle de déclaration de créance figurant à l'annexe de l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants du secteur agricole qui ont terminé avec succès certains cours leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, les mots « la somme de ... heures x 60 F = ... F (en lettres). » sont remplacés par les mots « la somme de ... heures x 1,49 euro = ... euros (en lettres). »

**Art. 8.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 décembre 1984 relatif à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 16		
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1°, a)	1 161 francs	28,78 euros
alinéa 1 <sup>er</sup> , 1°, b)	1 003 francs	24,86 euros
alinéa 1 <sup>er</sup> , 1°, c)	844 francs	20,92 euros
alinéa 1 <sup>er</sup> , 4°, a)	2 111 francs	52,33 euros
	3 167 francs	78,51 euros
alinéa 1 <sup>er</sup> , 4°, b)	1 583 francs	39,24 euros
	2 639 francs	65,42 euros
alinéa 2	792 francs	19,63 euros
alinéa 3	79 francs	1,96 euro
Article 17		
§ 1 <sup>er</sup>	1 319 francs	32,70 euros
	897 francs	22,24 euros
§ 2	528 francs	13,09 euros
	396 francs	9,82 euros

§ 3	396 francs	9,82 euros
Article 18		
§ 2, 1°	1 319 francs	32,70 euros
2°	79 francs	1,96 euros
3°	660 francs	16,36 euros
4°	396 francs	9,82 euros
	528 francs	13,09 euros
Article 19		
1°	792 francs	19,63 euros
2°	396 francs	9,82 euros
3°	528 francs	13,09 euros
Article 20		
alinéa 3	0,5 franc	0,005 euro

**Art. 9.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 <sup>er</sup>		
Alinéa 1 <sup>er</sup>	40 francs	1 euro
Article 4		
§ 3, alinéa 1 <sup>er</sup>	148,5 francs	3,68 euros
	407,70 francs	10,11 euros

**Art. 10.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 novembre 1988 relatif au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle et aux entreprises d'apprentissage professionnel, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5		
alinéa 1 <sup>er</sup>	307 400 francs	7.620,25 euros
	307 400 francs	7.620,25 euros
	296 376 francs	7.346,97 euros

**Art. 11.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 15		
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	825 francs	20,45 euros
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	825 francs	20,45 euros
§ 3, alinéa 1 <sup>er</sup>	200 francs	5 euros
§ 4, alinéa 1 <sup>er</sup>	50 000 francs	1.240 euros
Article 16		
alinéa 3	150 000 francs	3.719 euros

**Art. 12.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 relatif à l'agrément des entreprises de formation par le travail, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 20		
alinéa 1 <sup>er</sup>	40 francs	1 euro

**Art. 13.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 10		
alinéa 1 <sup>er</sup>	10 000 francs	248 euros

**Art. 14.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 6		
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	30 000 francs	744 euros
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	50 000 francs	1.240 euros
Article 7		
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	30 000 francs	744 euros
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	50 000 francs	1.240 euros

**Art. 15.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**Art. 16.** La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 janvier 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

VERTALING

N. 2002 — 712

[C — 2002/27191]

**24 JANUARI 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de invoering van de euro in de besluiten betreffende de aangelegenheden waarvoor de uitoefening van de bevoegdheid door de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest overgemaakt werd en die onder de Minister van Tewerkstelling en Vorming ressorteren**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 1 juli 1963 houdende toekenning van een vergoeding voor sociale promotie, inzonderheid op artikelen 1, 2<sup>e</sup>, 5 en 6;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1984 over de beroepsvorming van personen die in de landbouw werken;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding;

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

Gelet op het decreet van 17 maart 1999 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de voorwaarden van toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de werknemers die met goed gevolg, in een inrichting van de Staat of in een gesubsidieerde of erkende inrichting, een volledige tot het avond- of zondagsonderwijs behorende cyclus van leergangen hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, inzonderheid op artikel 2, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 april 1965;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 1973 waarbij aan de werknemers die cursussen volgen teneinde hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken, een vergoeding voor sociale promotie wordt toegekend, inzonderheid op artikel 2, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 april 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juli 1974 waarbij aan de zelfstandigen en helpers, die cursussen volgen om hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken, een vergoeding voor sociale promotie wordt toegekend, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers uit de landbouwsector die met goed gevolg bepaalde leergangen beëindigd hebben waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, inzonderheid op artikel 4, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 augustus 1979;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 6 december 1984 betreffende de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn, inzonderheid op artikelen 16 tot 20;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de toekenning van sommige voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen, inzonderheid op artikelen 1 en 4;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 8 november 1988 betreffende de toekenning van toelagen aan sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en de ondernemingen voor het aanleren van een beroep ("entreprises d'apprentissage professionnel", "EAP"), inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelpsters, inzonderheid op artikelen 15 en 16;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 betreffende de erkenning van de "entreprises de formation par le travail" (bedrijven voor vorming door arbeid), inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, inzonderheid op artikelen 6 en 7;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 september 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 september 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de noodzakelijkheid om vanaf 1 januari 2002 over de bedragen in euro te beschikken;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, ervan.

**Art. 2.** In de hierna vermelde bepaling van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de voorwaarden van toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de werknemers die met goed gevolg, in een inrichting van de Staat of in een gesubsidieerde of erkende inrichting, een volledige tot het avond- of zondagsonderwijs behorende cyclus van leergangen hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
1 <sup>e</sup> lid	800 frank	20 euro
	4 000 frank	100 euro

**Art. 3.** In het model van aangifte van schuldvorderingen opgenomen in de bijlage bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de voorwaarden van toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de werknemers die met goed gevolg, in een inrichting van de Staat of in een gesubsidieerde of erkende inrichting, een volledige tot het avond- of zondagsonderwijs behorende cyclus van leergangen hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen worden de woorden "... schooljaren aan .... BEF per jaar" vervangen door de woorden "... schooljaren aan .... euro per jaar".

**Art. 4.** In de hierna vermelde bepaling van het koninklijk besluit van 28 december 1973 waarbij aan de werknemers die cursussen volgen teneinde hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken, een vergoeding voor sociale promotie wordt toegekend, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 april 1975, worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
1 <sup>e</sup> lid	360 frank	8,92 euro
	300 frank	7,44 euro
	3 600 frank	89,24 euro
	450 frank	11,16 euro
	375 frank	9,30 euro
	4 500 frank	112 euro

**Art. 5.** In de hierna vermelde bepaling van het koninklijk besluit van 2 juli 1974 waarbij aan de zelfstandigen en helpers, die cursussen volgen om hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken, een vergoeding voor sociale promotie wordt toegekend worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
1 <sup>e</sup> lid	60 frank	1,49 euro
	3 600 frank	89,24 euro
	75 frank	1,86 euro
	4 500 frank	112 euro

**Art. 6.** In de hierna vermelde bepaling van het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers uit de landbouwsector die met goed gevolg bepaalde leergangen beëindigd hebben waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 augustus 1979 wordt het in frank uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door het in euro uitgedrukte bedrag uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
1 <sup>e</sup> lid	60 frank	1,49 euro

**Art. 7.** In het model van aangifte van schuldvorderingen opgenomen in de bijlage bij het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers uit de landbouwsector die met goed gevolg bepaalde leergangen beëindigd hebben waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen worden de woorden "het totaal van ... uren x 60 F = .... F (in letters). » vervangen door de woorden "het totaal van ... uren x 1,49 euro = .... euro (in letters). »

**Art. 8.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 6 december 1984 betreffende de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 16		
§ 1, 1 <sup>e</sup> lid, 1 <sup>o</sup> , a)	1 161 frank	28,78 euro
1 <sup>e</sup> lid, 1 <sup>o</sup> , b)	1 003 frank	24,86 euro
1 <sup>e</sup> lid, 1 <sup>o</sup> , c)	844 frank	20,92 euro
1 <sup>e</sup> lid, 4 <sup>o</sup> , a)	2 111 frank	52,33 euro
	3 167 frank	78,51 euro
1 <sup>e</sup> lid, 4 <sup>o</sup> , b)	1 583 frank	39,24 euro
	2 639 frank	65,42 euro
2 <sup>e</sup> lid	792 frank	19,63 euro
3 <sup>e</sup> lid	79 frank	1,96 euro
Artikel 17		
§ 1	1 319 frank	32,70 euro
	897 frank	22,24 euro
§ 2	528 frank	13,09 euro
	396 frank	9,82 euro
§ 3	396 frank	9,82 euro
Artikel 18		
§ 2, 1 <sup>o</sup>	1 319 frank	32,70 euro
2 <sup>o</sup>	79 frank	1,96 euro
3 <sup>o</sup>	660 frank	16,36 euro
4 <sup>o</sup>	396 frank	9,82 euro
	528 frank	13,09 euro
Artikel 19		
1 <sup>o</sup>	792 frank	19,63 euro
2 <sup>o</sup>	396 frank	9,82 euro
3 <sup>o</sup>	528 frank	13,09 euro
Artikel 20		
3 <sup>e</sup> lid	0,5 frank	0,005 euro

**Art. 9.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de toekenning van sommige voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
1 <sup>e</sup> lid	40 frank	1 euro
Artikel 4		
§ 3, 1 <sup>e</sup> lid	148,5 frank	3,68 euro
	407,70 frank	10, 11 euro



**Art. 10.** In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 8 november 1988 betreffende de toekenning van toelagen aan sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en de ondernemingen voor het aanleren van een beroep ("entreprises d'apprentissage professionnel", "EAP") worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5		
1 <sup>e</sup> lid	307 400 frank	7.620,25 euro
	307 400 frank	7.620,25 euro
	296 376 frank	7.346,97 euro

**Art. 11.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelpsters worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 15		
§ 1, 1 <sup>e</sup> lid	825 frank	20,45 euro
§ 2, 1 <sup>e</sup> lid	825 frank	20,45 euro
§ 3, 1 <sup>e</sup> lid	200 frank	5 euro
§ 4, 1 <sup>e</sup> lid	50 000 frank	1.240 euro
Artikel 16		
3 <sup>e</sup> lid	150 000 frank	3.719 euro

**Art. 12.** In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 betreffende de erkenning van de "entreprises de formation par le travail" (bedrijven voor vorming door arbeid) wordt het in frank uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door het in euro uitgedrukte bedrag uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 20		
1 <sup>e</sup> lid	40 frank	1 euro

**Art. 13.** In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien wordt het in frank uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door het in euro uitgedrukte bedrag uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 10		
1 <sup>e</sup> lid	10 000 frank	248 euro

**Art. 14.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilère worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 6		
§ 1, 1 <sup>e</sup> lid	30 000 frank	744 euro
§ 2, 1 <sup>e</sup> lid	50 000 frank	1.240 euro
Artikel 7		
§ 1, 1 <sup>e</sup> lid	30 000 frank	744 euro
§ 2, 1 <sup>e</sup> lid	50 000 frank	1240 euro

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

**Art. 16.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 januari 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA